



Appel à la tenue d'une première Coordination nationale des universités (CNU)

lundi 30 avril 2018, par [matthias](#)

le samedi 5 mai 2018, 9h-13h salle Ambroise Croizat, Bourse du travail, rue du Château d'eau, Paris.



Appel à la tenue d'une première Coordination nationale des universités (CNU) le samedi 5 mai 2018, 9h-13h

salle Ambroise Croizat, Bourse du travail, rue du Château d'eau, Paris.

Après plusieurs semaines de mobilisation dans les universités qui ont conduit les étudiant·e·s et les personnels à s'organiser et à débattre lors d'assemblées générales, à rédiger motions et tribunes, à signer des pétitions, à bloquer plusieurs sites, à occuper des bâtiments et à manifester lors de multiples journées d'action nationale, les collègues sont désormais confrontés à l'injonction ministérielle de procéder au tri des dossiers, c'est-à-dire à la sélection des lycéen·ne·s candidat·e·s dans les formations de l'enseignement supérieur.

Nos organisations qui animent collectivement la résistance font le constat que la mobilisation s'amplifie et que les personnels des universités et les étudiant·e·s sont de plus en plus nombreux à rejeter la loi Vidal-ORE. Face à ces mobilisations, le gouvernement a fait le choix de minimiser les résistances et de réprimer violemment le mouvement de contestation. Durant ces congés de printemps, il commande aux forces de police d'incurser les sites après les autres les sites occupés, empêchant ainsi le déroulement et le maintien des mobilisations dès la reprise des cours avec la prétence de garantir la tenue des examens. Mais cette politique de passage en force renforce la détermination des étudiant·e·s et des personnels des universités qui sont toujours plus nombreux dans les assemblées générales.

Aussi, il nous apparaît opportun d'organiser une première Coordination nationale des universités (CNU) qui rassemblerait les délégués de chacun des sites mobilisés afin d'organiser collectivement les universités résistantes et de construire ensemble le mouvement d'ampleur qui permettra de faire reculer le gouvernement afin que nos établissements d'enseignement supérieur et de recherche puissent offrir l'accueil et les conditions de la réussite à toutes les bacheliers et tous les bacheliers qui le souhaitent.

Nos organisations appellent donc à la tenue d'une CNU le samedi 5 mai 2018 à la Bourse du travail de Paris de 9h à 13h (salle Ambroise Croizat, rue du Château d'eau, Paris). Samedi 5 mai propose que chaque établissement mandate un maximum de quatre représentant·e·s (deux enseignant·e·s, chercheur·e·s ou enseignant·e·s-chercheur·e·s, et deux personnels administratifs, techniques ou des bibliothèques) titulaires et précaires. Les étudiant·e·s sont invités à participer sous statut d'observateur.

Pour un service public national d'enseignement supérieur, ouvert et démocratique, laïque et gratuit, émancipateur et formateur, rassemblez-vous, réuni·e·s ensemble et construisez une plateforme revendicative porteuse d'espoir et d'avenir pour la jeunesse.

À l'initiative des organisations et associations suivantes : CGT Éducation, ASES, ANCMST, SNESUP-FSU, SNESUP-FSU, Sud Éducation, ARS, ANCMSP, SILLI.

Avec le soutien de : SUD Recherche EPSV, SMITH-CGT, UNEF

Après plusieurs semaines de mobilisation dans les universités qui ont conduit les étudiant·e·s et les personnels à s'organiser et à débattre lors d'assemblées générales, à rédiger motions et tribunes, à signer des pétitions, à bloquer plusieurs sites, à occuper des bâtiments et à manifester lors de multiples journées d'action nationale, les collègues sont désormais confrontés à l'injonction ministérielle de procéder au tri des dossiers, c'est-à-dire à la sélection des lycéen·ne·s candidat·e·s dans les formations de l'enseignement supérieur.

Nos organisations qui animent collectivement la résistance font le constat que la mobilisation s'amplifie et que les personnels des universités et les étudiant·e·s sont de plus en plus nombreux à rejeter la loi Vidal-ORE. Face à ces mobilisations, le gouvernement a fait le choix de minimiser les résistances et de réprimer violemment le mouvement de contestation. Durant ces congés de printemps, il commande aux forces de

police d'évacuer les uns après les autres les sites occupés, espérant ainsi empêcher la contestation et mettre fin aux mobilisations dès la reprise des cours avec le prétexte de garantir la tenue des examens. Mais cette politique du passage en force renforce la détermination des étudiant·e·s et des personnels des universités qui sont toujours plus nombreux dans les assemblées générales.

Aussi, il nous apparaît opportun d'organiser une première Coordination nationale des universités (CNU) qui regrouperait les délégué·e·s de chacun des sites mobilisés afin d'organiser nationalement les universités résistantes et de construire ensemble le mouvement d'ampleur qui permettra de faire reculer le gouvernement afin que nos établissements d'enseignement supérieur et de recherche puissent offrir l'accueil et les conditions de la réussite à toutes les bachelières et tous les bacheliers qui le souhaitent.

Nos organisations appellent donc à la tenue d'une CNU le samedi 5 mai 2018 à la Bourse du travail de Paris de 9h à 13h (salle Ambroise Croizat, rue du Château d'eau, Paris 10ème). Elles proposent que chaque établissement mandate un maximum de quatre représentant·e·s (deux enseignant·e·s, chercheur·e·s ou enseignant·e·s-chercheur·e·s, et deux personnels administratifs, techniques ou des bibliothèques), titulaires et précaires. Les étudiants sont invités à participer sous statut d'observateur.

Pour un service public national d'enseignement supérieur, ouvert et démocratique, laïque et gratuit, émancipateur et formateur, rassemblons-nous, résistons ensemble et construisons une plateforme revendicative porteuse d'avenir et d'espoir pour la jeunesse.

À l'initiative des organisations et associations suivantes : CGT FERC-SUP, SNASUB-FSU, SNEP-FSU, SNESUP-FSU, SUD Éducation, ASES, ANCMSP, SLU.

Avec le soutien de : SUD Recherche EPST, SNTRS-CGT, UNEF